



## 2018 - 30 ans de solidarité

# Régies et élus locaux, un projet partagé

### Éditorial

Exemples à Strasbourg (67),  
à Saint-Pierre-d'Albigny (73) et à Auch (32)

« Les Régies sont au cœur du lien civil ordinaire »

Bernard Eme

DEPUIS 30 ANS, LE COMITÉ NATIONAL DE LIAISON DES RÉGIES DE QUARTIER VEILLE À LA PÉRENNITÉ DU CONSTAT DE BERNARD EME, SOCIOLOGUE ET AMI AUJOURD'HUI DISPARU, QUI EXPRIME LE RÔLE FONDAMENTAL D'UNE RÉGIE DANS SON TERRITOIRE, celui d'améliorer « le vivre ensemble au quotidien » dans l'espace public, tant physique que social, c'est-à-dire les relations humaines qui permettent de le coproduire. Il assure la cohérence et la dynamique de leur projet commun dont les valeurs et les normes sont définies par la Charte, le Manifeste et le label « Régie de Quartier » et « Régie de Territoire ».

Ce sont les acteurs du partenariat fondateur d'une Régie qui, au fil du temps, ont mis en pratique et développé ce projet ambitieux : habitants du territoire les premiers concernés en tant qu'usagers des services rendus, bénéficiaires des emplois et codécideurs, élus des collectivités territoriales attentifs à leurs besoins et à leurs attentes, bailleurs sociaux associés aux différentes activités exercées dans leur patrimoine. Ainsi, une Régie est un lieu central de médiation entre tous, où se discute, se confronte parfois, se prépare la réalisation de leur mission.

Si des difficultés, des échecs, la fermeture de certaines très mal ressentie par les habitants, ont jalonné ces années, les Régies ont su, au-delà des contraintes économiques et institutionnelles, évoluer, adapter leurs pratiques, et surtout rester innovantes en s'appuyant sur le partenariat actif de ses trois piliers que sont les habitants, les élus et les bailleurs.

Clotilde Bréaud,  
présidente du CNLRQ



• EN DIRECT DES RÉGIES  
En Île-de-France  
et à Stains (93).

• ENTRETIEN  
avec Patrick Braouezec,  
président de Plaine Commune  
et vice-président du Conseil  
national des Villes.





## Visite d'un monument national à Paris avec les salariés des Régies

Faire visiter un lieu aussi symbolique que la Conciergerie à Paris permet d'évoquer tout un pan de l'histoire de France avec les salariés et les habitants des Régies. Un partenariat actif avec les Centre des Monuments Nationaux (CMN).



© S. Cardon-CNLRQ

Une partie du groupe sous l'escalier menant aux cuisines.

« Au cœur de l'île où nous nous trouvons, dans ce bâtiment-même, vivaient les rois de France. Au XV<sup>e</sup> siècle, les rois déménagèrent et le palais devint une prison, symbole de la toute puissance royale qui avait droit de vie et de mort sur tous les êtres vivants, hommes ou animaux... La garde du palais, devenue résidence honorifique et occasionnelle, fut confiée à un concierge. » C'est ainsi que débute l'histoire que raconte l'accompagnatrice du Centre des Monuments nationaux (CMN) au groupe d'une douzaine de personnes, toutes issues des Régies de Quartier de Nanterre (92), de Stains (93) et de celle de

Paris-Saint-Blaise dans le 20<sup>e</sup>. Parcourir quelques siècles en une après-midi et apprendre à connaître l'histoire d'un pays avec ses combats et ses causes, dans une langue pas nécessairement bien maîtrisée, semble être une gageure. Pourtant les sujets de discussions abondent, justement par l'exotisme du lieu. La royauté, qui fait toujours penser à un conte de fées, revêt ici un costume beaucoup plus réel et cruel. Marie-Antoinette, étrangement, fait d'abord plus pitié que n'importe quelle autre femme condamnée. Puis après explications sur la colère du peuple affamé, la reine perd de sa séduction, mais c'est la guillotine qui effraie, et les tortures, dont les gravures rendent compte, tels l'écartèlement et la roue. Que l'on puisse exercer ce genre d'exactions et que l'on en inflige de nos jours, que la lapidation soit encore, dans certains pays, un supplice contemporain, choque toujours. Et la Révolution française... mais que veut dire « révolution » ? Un temps de l'Histoire, ou bien un changement ? Et pourquoi a-t-elle eu lieu ? L'antichambre de la mort que représente la Conciergerie pose question. La justice toute puissante du roi... quelqu'un a demandé « alors ce sont les avocats

qui ont remplacé le roi ? » Nouvel échange à propos de la République, du pouvoir, de la démocratie et de la justice. Les sujets sont innombrables qui peuvent être abordés en ce lieu et qui concernent le mode de vie de tout un pays et de ses habitants.

« Sortir du quartier ouvre de nouveaux horizons. La prise de conscience d'un passé qui peut rejoindre certains faits d'actualité bouleverse. (...) La citoyenneté se fraye un passage par la conscience. »

Sortir du quartier ouvre de nouveaux horizons. La prise de conscience d'un passé qui peut rejoindre certains faits d'actualité bouleverse et surtout permet une réflexion sur des sujets concernant une possibilité de réaction et pourquoi pas d'action à l'échelle du quartier, par exemple. La citoyenneté se fraye un passage par la conscience. Un partenariat vivant avec le Centre des Monuments Nationaux qui pourra se traduire par d'autres visites de Régies, ailleurs, partout en France. ■

Le groupe dans la salle dédiée à la reine, et en fond, un tableau intitulé « Marie-Antoinette sortant de la Conciergerie »





## Quatre Régies de Quartier et une entreprise adaptée pour une réponse commune

Pour répondre à l'appel d'offres concernant la collecte et le recyclage de cartons, lancé par Plaine Commune (Établissement public territorial de Seine-Saint-Denis), les quatre Régies de Quartier de Stains, de Pierrefitte, d'Aubervilliers et de Saint-Denis et une entreprise adaptée, le Petit Plus, se sont associées dans le cadre juridique d'un GME (Groupement momentané d'entreprises). Plusieurs des interlocuteurs de cette coopération expriment leur intérêt pour ce défi.

Créé en mars 2016, le GME permet d'apporter une réponse commune au donneur d'ordre, de mutualiser les ressources des structures et le temps de leurs salariés. L'appel d'offres consiste à récupérer les cartons de trois marchés forains (environ 65 tonnes par mois) et d'une trentaine de points de collecte privés, puis à les apporter à la déchetterie.

Cinq directeurs pour piloter, ensemble, des salariés issus des cinq associations sur un territoire de quatre communes, autour d'une activité partagée par tous, est un enjeu quotidien. Mathilde Lagrange, directrice de la Régie de Quartier de Stains, dévoile les secrets de ce fonctionnement : « Il faut que les cinq structures s'harmonisent sur des règles communes, c'est pourquoi nous organisons, mensuellement, des comités de pilotage, pour prendre des orientations collectives, des

rendez-vous avec le client et des réunions de dialogue social avec un ou deux directeurs et les salariés. La mutualisation doit être un gain, et non une perte de temps. Nous avons mis en place une délégation de pouvoir sur des mandats particuliers selon les compétences de chacun : par exemple, Mathieu Glaymann, directeur de la Régie de Quartier de Saint-Denis, adore aller sur le terrain, et le plus grand marché est à Saint-Denis ! Pour bien travailler ensemble, il faut bien se connaître et réagir rapidement. Un problème, un accident... nous sommes tous connectés sur What's app. Nous pouvons prendre ensemble des décisions en temps réel. C'est une construction horizontale de la décision. »



Mathilde, la directrice de la Régie de Quartier de Stains.

À tous les échelons, la mixité, les plannings tournants et la coopération entre les Régies et avec Le Petit Plus stimulent un esprit d'équipe vivant et dynamique. Chaque Régie a choisi un référent et les cinq structures ont un salarié commun, chargé de mission de l'activité de collecte, Olwen Denes. Jérôme Pech et Jean-Michel Da Rocha, du Petit plus, mandataire désigné du GME, sont eux-aussi sur place. Le maître mot est de travailler ensemble et au mieux, malgré des horaires très matinaux, que l'on ait 20 ans, 50 ans ou plus, que l'on soit homme ou femme... quatre femmes ont été engagées aux postes de rippeuses.

Preuves que, à l'écoute des uns et des autres, une cohésion peut aboutir à des réalisations collectives fructueuses : l'élargissement du potentiel de collecte à 200 tonnes de cartons, et une autre aventure, la collecte et la valorisation des caquettes... ■

### La Régie des Quartiers du Clos Saint-Lazare à Stains (93), c'est aussi :

• 37 ETP • 47 salariés en insertion • 13 permanents

Activités économiques : • Nettoyage • Entretien voirie, en triporteur • Espaces verts • Collecte de cartons sur les marchés forains • En projet, ressourcerie avec retraitement des punaises de lit en chambres froides.

Activités de lien social : • Réparation vélo • Café réparation • Carrés potagers avec les habitants • Vélo école • Ateliers beauté – santé naturelles avec fabrication de produits naturels • Précarité énergétique – visites à domicile et appartement écologique • ARA – réhabilitation accompagnée.



En haut à gauche : deux salariés en discussion sur le planning avec Jérôme du Petit Plus. En haut à droite : Olwen, chef du projet.



En bas : Trois salariés des Régies de Quartier, Romulus et Makana d'Aubervilliers et Daniel de Saint-Denis.



© S. Cardon-CNLRQ

# Régies et élus locaux, un projet partagé

Exemples à Strasbourg (67),  
à Saint-Pierre-d'Albigny (73) et à Auch (32)



Ce troisième et dernier dossier d'Info-Réseau pour l'année 2018 propose un focus sur l'implication des élus locaux dans le projet des Régies. Il conclut notre série de dossiers consacrée, pour le 30<sup>e</sup> anniversaire du Comité National de Liaison des Régies de Quartier, aux trois piliers des Régies que sont les habitants, les bailleurs sociaux et les élus.

Aujourd'hui comme il y a 30 ans, l'implication du pouvoir politique local dans le projet de la Régie est fondamentale, car une Régie reste un projet partagé entre les habitants, les bailleurs et les élus locaux.

À Strasbourg, les élus de la Ville et de la Métropole reconnaissent l'importance de l'action menée depuis 26 ans par la Régie de Quartier en termes d'emploi, d'insertion et d'accès à la citoyenneté. Ce travail est réalisé dans la proximité territoriale et sociale, en s'appuyant sur l'expertise des salariés pour améliorer la vie dans le quartier.

Avec, également, une capacité de la Régie à réinterroger ses méthodes pour améliorer en permanence son action et l'adapter aux évolutions.

À Saint-Pierre-d'Albigny et au-delà sur toute la Communauté de communes Cœur de Savoie, les élus de nombreux villages et des principales villes du territoire participent à la dynamique de la Régie de Territoire Fibr'Ethik, chacun à la mesure de ses moyens. Ils regardent avec bienveillance l'action de la Régie, qui répond à des attentes fortes pour le territoire et les habitants.

À Auch, les élus de la Commune et de la Communauté d'agglomération sont également partenaires de la Régie de Quartier, Garros Services. Ils s'appuient sur son savoir-faire pour mobiliser les habitants sur des actions culturelles, les intégrer à la vie citoyenne ou encore les sensibiliser sur des problématiques de santé dans leur quartier. ■

# Entretien avec Clotilde Bréaud,

présidente du CNLRQ

## « Les Régies portent un projet politique »

Quelle est la nature du lien entre élus locaux et Régies de Quartier, et quel rôle joue l'État dans la mise en place de la Politique de la Ville ? Les explications de Clotilde Bréaud, présidente du Comité National de Liaison des Régies de Quartier.



© S. Cardon-CNLRQ

### LES RÉGIES SONT DES ACTEURS DE PROXIMITÉ, DANS LEUR TERRITOIRE D'IMPLANTATION. EN QUOI LE LIEN AVEC LA VILLE ET LES ÉLUS EST-IL IMPORTANT ?

**Clotilde Bréaud :** Les Régies portent un projet « politique » qui a pour but l'amélioration de la vie des habitants de leur territoire. Leur mission s'exerce d'une part sur l'espace public dont la municipalité a la responsabilité par mandat électif, et d'autre part, peut-être plus encore, sur la vie sociale, la vie collective des habitants directement concernés et bénéficiaires de leurs actions et activités.

Aussi, c'est par une gestion associative co-construite entre habitants et municipalité que cette mission se réalise, gestion à laquelle sont associés les bailleurs et d'autres organismes sociaux ou économiques intervenant dans ce territoire.

### L'ÉMERGENCE FORTE DES COMPÉTENCES DES INTERCOMMUNALITÉS CHANGE-T-ELLE LA NATURE DE CE LIEN ?

**C. B. :** La gouvernance d'une Régie repose sur une organisation des instances, Conseil d'administration et Bureau, qui permet d'établir entre professionnels de la direction et

administrateurs bénévoles un réel débat sur les orientations, les priorités et les choix à effectuer.

Il est donc important que les élus mandatés pour représenter la Ville ou l'intercommunalité soient proches des préoccupations des habitants et des salariés. Ce sont ceux en charge de la Politique de la Ville, de l'Économie sociale et solidaire, de l'insertion, de l'action sociale, ou souvent ceux qui représentent un ou plusieurs quartiers. Ils se doivent d'être le relais des besoins locaux au niveau des décideurs politiques.

Le lien entre ces derniers et une Régie ne change pas de nature dans le cas de la montée en charge de l'intercommunalité. Cependant, son fonctionnement demande une plus grande attention afin de maintenir, ce qui lui est essentiel, une proximité des relations établies à partir d'une reconnaissance mutuelle.

### FACE À DES RÉALITÉS LOCALES DIFFÉRENTES SELON LES TERRITOIRES, QUEL RÔLE JOUE L'ÉTAT POUR QUE SOIT DÉPLOYÉE UNE POLITIQUE DE LA VILLE COHÉRENTE ?

**C. B. :** La Politique de la Ville décidée par l'État est un levier majeur pour

construire l'avenir des très nombreux habitants des quartiers populaires dans toute la France. L'État a la charge d'en définir les orientations et les priorités. Il en contractualise le cadre avec les Collectivités territoriales.

Si l'État se doit de garantir l'équité de son application entre citoyens et entre territoires, il veille aussi à ce que sa déclinaison localement ait la souplesse nécessaire afin d'être adaptée à l'environnement social et économique.

*« Il est important que les élus mandatés pour représenter la Ville ou l'intercommunalité soient proches des préoccupations des habitants et des salariés. »*

Ou, dit autrement, il s'agit de la part de l'État d'une reconnaissance de la pertinence de l'intelligence collective des acteurs locaux pour établir le diagnostic des besoins et la conception des moyens de réalisation, et de la légitimité de leur mobilisation dans ce domaine, l'implication participative des habitants étant effective. ■

# À Strasbourg, une coopération solide

Le partenariat entre les élus locaux et la Régie de Quartier Meinau Services, à Strasbourg, couvre de nombreux aspects : l'insertion professionnelle, bien sûr, mais aussi l'accompagnement social, l'accès à la citoyenneté, à la culture...

Les Régies de Quartier sont des actrices importantes de l'insertion, mais pas seulement. « Il existe trois bonnes raisons de soutenir une Régie de Quartier, affirme Mathieu Cahn, adjoint au maire de Strasbourg et vice-président de l'Eurométropole en charge de la Politique de la Ville, membre du conseil d'administration de la Régie depuis 2008. La première, c'est le soutien à l'insertion sociale et professionnelle à travers des marchés de la collectivité, pour que les marchés publics soient une réponse à un besoin, mais aussi un outil de transformation. Ensuite, les Régies ont un impact concentré puisque des dizaines d'habitants d'un même quartier vont bénéficier d'un parcours d'insertion, alors qu'un acteur moins territorialisé aura une action plus diluée. Enfin, les Régies sont des actrices citoyennes, qui mènent ou participent à des actions de prévention, d'information ou de concertation, et nous aident à toucher ou à entendre la voix d'habitants qui s'impliquent en général peu dans les consultations publiques. »

« Quand nous avons eu des conflits avec d'importants clients privés, les élus ont joué un rôle de médiation et de soutien. »

En effet, au-delà de l'insertion professionnelle, une Régie comme Meinau Services, à Strasbourg, accompagne l'insertion sociale et l'accès à la citoyenneté. Ses 115 salariés, pour la plupart habitants des quartiers de La Meinau et Illkirch, où le chômage atteint 25%, étendent leur réseau de connaissances en rencontrant d'autres habitants salariés comme eux. La Régie travaille aussi en partenariat

avec d'autres organismes et associations, et apporte aux salariés un ensemble d'informations sur les événements se déroulant sur leur quartier, ou sur des dispositifs de concertation menés par les pouvoirs publics, ce qui facilite l'accès à la citoyenneté.

## Un soutien concret

Cette diversité d'actions des Régies motive les élus pour s'impliquer à leurs côtés. « Ils font de la pédagogie auprès des autres élus et des agents de leur collectivité sur le travail d'insertion que nous réalisons au niveau professionnel, mais aussi social, souligne Jean-Louis Huber, président de Meinau Services. Avec un salaire qui tombe tous les mois, les salariés en insertion chez nous ont l'esprit libéré pour se consacrer à d'autres activités, et nous les accompagnons par des informations sur les aides à l'accès à la culture, par des réductions proposées par notre comité d'entreprise sur le cinéma, le bowling, etc. Nous ne sommes pas des acteurs de l'insertion comme les autres, et c'est bien qu'élus et services le comprennent. Quand nous avons perdu un marché public, ou eu des conflits avec d'importants clients privés, les élus ont joué un rôle de médiation et de soutien. Ils nous permettent de ne pas être isolés. » Pour encourager ce soutien, la Régie fournit aux élus des données sur les résultats obtenus par marchés, comme par exemple le nombre de personnes sorties de la précarité, ou le nombre d'entrées dans un parcours professionnel.

Parce qu'ils comprennent l'importance du travail de la Régie et de son ancrage territorial, les élus de la mairie confient des marchés publics à Meinau Services sur ses métiers ▶



Salariés et bénévoles de la Régie, tous ensemble !

► principaux : nettoyage de locaux, d'espaces extérieurs, entretien d'espaces verts, et création paysagère. Et ceux de l'Eurométropole ? La question est importante à l'heure où montent en puissance partout en France les communautés d'agglomération et métropoles, qui ont des territoires et des compétences plus larges que les mairies mais doivent continuer à s'impliquer aux côtés des Régies. À Strasbourg, cela s'organise sans difficulté : les espaces verts relèvent en majorité de la Ville, le nettoyage et la collecte des déchets et encombrants relèvent de l'Eurométropole, qui intègre également des clauses sociales dans ses marchés. « Notre outil et support d'insertion, c'est le travail, nous avons donc besoin avant tout de marchés sur lesquels les associations comme la nôtre soient favorisées grâce à des clauses sociales fortes, affirme Michel Koch, directeur de la Régie. Nous avons ainsi de meilleures chances de conserver ces marchés à long terme, pour réaliser un travail de qualité dans la durée. »

### Savoir se remettre en cause

Pour entretenir cette relation de confiance, la Régie adapte et améliore régulièrement ses pratiques. « Ses compétences sont avérées pour œuvrer en faveur d'un public éloigné de l'emploi, lui redonner la capacité à s'insérer, et le Département a signé avec elle une convention pour soutenir l'embauche, la formation et l'accompagnement vers l'emploi de personnes allocataires du RSA, témoigne Jean-Philippe Maurer, conseiller départemental siégeant depuis 1998 au conseil d'administration de la Régie. Mais Meinau Services a également toujours su adapter son action pour suivre l'évolution des métiers et développer sa capacité d'accompagnement et de formation face aux multiples difficultés qui entravent le retour à l'emploi. »

Ainsi, la Régie développe depuis septembre 2017 un programme d'innovation sociale sur les savoir-être. « Cela fait 26 ans que nous existons, explique Michel Koch, et nous plafonnons à 55 ou 60% de sorties positives vers l'emploi et la formation qualifiante, un taux certes correct pour le public

que nous accompagnons, mais nous avons le sentiment que l'on pouvait faire mieux. » Principaux freins identifiés grâce aux échanges avec les entreprises embauchant d'anciens salariés de la Régie : des problèmes de motivation et de savoir-être. Il a donc été décidé de mieux préparer les salariés.

Des consultants sont venus appuyer l'équipe dans la conception d'un plan d'actions. D'abord, il a été proposé aux salariés de participer à une série d'ateliers pour définir ensemble les savoir-être et attitudes essentiels, en s'appuyant sur des situations concrètes, des jeux de rôles... Puis, la quinzaine d'encadrants ont été intégrés dans une recherche-action, avec une formatrice les suivant sur le terrain dans les périodes les plus tendues pour eux. En est ressortie une série de savoir-être que les encadrants s'engagent à respecter pour être exemplaires, et homogènes dans leurs exigences envers les salariés : ponctualité, politesse, consignes de sécurité...

*« Les Régies sont des acteurs citoyens, qui nous aident à toucher ou à entendre la voix d'habitants qui s'impliquent en général peu dans les consultations publiques. »*

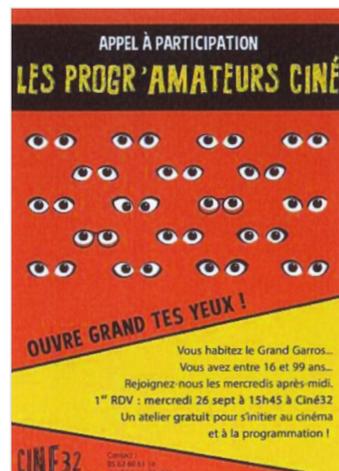
« Maintenant, explique Catherine Blum, chargée d'insertion, nous organisons régulièrement des ateliers de trois quarts d'heure, avec un encadrant et cinq salariés en insertion, pour parler de situations vécues au travail à partir de 11 fiches très visuelles permettant de lancer les échanges sur l'un ou l'autre des savoir-être. Le fait de valider collectivement des principes permet de faire monter de façon bienveillante l'exigence du groupe autour de savoir-être essentiels. » Ces ateliers ont provoqué des déclics : sur les huit participants au premier atelier, tous sauf deux ont trouvé un emploi. ■



Les salariés, souvent habitants du territoire de la Régie, interviennent pour l'entretien de la voirie et de locaux. Ateliers d'échanges innovants.

# Une vision complète de l'insertion

La Ville d'Auch et son Office public de l'habitat, qui ont été à l'origine de la création de la Régie de Quartier Garros Services, font appel à elle pour la qualité de l'insertion qu'elle peut mener, mêlant insertion professionnelle et insertion sociale et culturelle.



« **Q**uand on parle de Politique de la Ville ou de rénovation des quartiers, on pense surtout à des projets architecturaux, mais pour nous, l'accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi, à la culture et aux loisirs sont également des priorités, affirme Philippe Baron, vice-président de la Communauté d'agglomération Grand Auch - Cœur de Gascogne en charge de la Politique de la Ville. Et la Régie de Quartier Garros Services, dont je suis administrateur depuis 20 ans et vice-président actuellement, est un partenaire important et spécifique sur le quartier du Garros pour mener des actions de qualité dans ces domaines. »

**« La Régie mène un précieux travail de terrain, grâce à sa capacité à mobiliser les habitants et les partenaires du quartier, qu'elle côtoie au quotidien. »**

Dans le domaine culturel, la Régie de Quartier mène plusieurs actions. « Nous intervenons par exemple pour la logistique de l'action Ciné Plein Air, subventionnée par l'Agglo », explique Isabelle Labart, directrice de la Régie. Pour chacune des six séances de cinéma en plein air organisées en juillet et août dans le quartier et dans des villages autour d'Auch, la Régie envoie un salarié en insertion, chargé de la logistique sous l'autorité directe du projectionniste. Deux salariés volontaires remplissent cette mission à tour de rôle.

Cette année, pour renforcer le volet insertion de cette action, la Régie a proposé à ses deux salariés concernés de

participer au comité de sélection des films, un comité participatif organisé par le cinéma associatif Ciné 32. Ils ont assisté à 10 projections et aux échanges entre amateurs de cinéma qui ont suivi, pour sélectionner les six films à projeter l'été.

Parce que cette action favorise la participation des salariés, leur éveil à la culture, leur permet d'aller au cinéma, de sortir du quartier, et ainsi de faire sauter les barrières, le temps passé à ces projections a été inclus dans le calcul de la subvention. « Cela les aide aussi en termes de confiance en soi, et pour améliorer leur français grâce à l'échange et à l'écoute des autres, souligne Isabelle Labart. C'est une petite action, mais qui a du sens. »

## Une vraie réussite

« La culture et les loisirs sont des vecteurs d'intégration sociale majeurs, affirme Philippe Baron. D'autant que le quartier du Garros a évolué, avec aujourd'hui de nouvelles populations tchétchène, kosovar, albanaise et maoraise, qui doivent conserver leur ancrage culturel tout en développant une culture partagée avec la nôtre. Pour cela, le travail de terrain de la Régie est précieux : elle organise la Fête de quartier, avec des spectacles issus de ces cultures. C'est une vraie réussite. Et lors des projections de cinéma en plein air, elle réunit les gens en organisant des animations conviviales, ce qu'elle peut faire grâce à sa capacité à mobiliser les habitants et les partenaires du quartier, qu'elle côtoie au quotidien. » ■



# En zone rurale, des maires mobilisés

Comment travaillent les Régies de Territoire avec les élus dans des zones rurales composées de petites communes ? Exemple en Savoie, avec la Régie Fibr'Ethik, ex-Régie de Territoire Cœur de Savoie, rebaptisée lors de sa dernière assemblée générale.

La Régie de Territoire Fibr'Ethik, née de la volonté d'élus et d'habitants d'une partie de la Combe de Savoie, porte depuis 2010 un chantier d'insertion de rénovation du petit patrimoine bâti et d'entretien d'espaces verts. Il compte 11 CDDI à 26h, pour une activité réalisée à 90% sur le territoire de la Communauté de communes Cœur de Savoie, essentiellement sur devis, avec 50% de vente aux particuliers, 30% aux collectivités et 20% à des entreprises et associations. En 2014, l'association a lancé un autre chantier d'insertion, un atelier couture, Fibr'Ethik l'Atelier. Il compte 8 CDDI à 26h.

*« La Régie est une association qui fonctionne très bien, et qui mériterait encore de se développer. »*

Quelles sont les relations de cette Régie avec les élus locaux ? Beaucoup des 43 mairies du territoire ont adhéré à la Régie, et les élus occupent un tiers des sièges de son conseil d'administration (CA). « Les relations globales sont bonnes, mais compliquées, avec 43 mairies sur un territoire triangulaire de 30 km, explique Olivier Viry, directeur de la Régie. Certains élus sont actifs pour nous recommander, d'autres moins, certains nous font travailler, pas forcément les mêmes. La Communauté de communes est un échelon très intéressant pour nous, avec davantage de travaux. En revanche, dans la Communauté de communes voisine, avec des villes à seulement 15 km de chez nous d'où viennent pourtant bon nombre de nos salariés, nous n'arrivons pas à rencontrer les élus. »

## Une Régie à encourager

Jacqueline Schenkel, maire de Montendry, 60 habitants, à 850 mètres d'altitude, est membre du CA de la Régie depuis sa création. « J'ai fait beaucoup travaillé la Régie au début, pour la rénovation de fontaines anciennes, de murs, l'entourage de poubelles en bois... indique-t-elle. Aujourd'hui, je n'ai plus de travaux dans son domaine de compétences à lui confier, mais je siège à son CA depuis 2014 en tant que déléguée de la Communauté de communes Cœur de Savoie, et nous la faisons travailler. La Régie accompagne efficacement des gens en insertion, elle a un savoir-faire pour cela, et c'est donc important de la solliciter dès que possible pour un devis, d'autant qu'elle a beaucoup développé ses compétences grâce à un important effort de formation. »

« C'est une association qui fonctionne très bien, et qui mériterait encore de se développer, poursuit Michel Bouvier, maire de Saint-Pierre-d'Albigny, 2<sup>e</sup> plus grande ville du territoire, avec 3 000 habitants. Nous lui avons loué des locaux communaux, ce qui leur a permis de revenir au centre-bourg, et vous seriez surpris de voir tout ce qu'ils sont capables de réaliser : de magnifiques murs en pierre ou pierre-béton, de très beaux sacs aussi, dont j'ai offert un exemplaire au Premier ministre lors de sa visite chez nous. Ils travaillent très bien, sont très efficaces. » Un message que l' élu fait passer à ses collègues lorsqu'il les rencontre au sein de la Communauté de communes, pour que d'autres mairies fassent appel à la Régie. ■



Lors de la visite du Premier ministre, le Maire de Saint-Pierre-d'Albigny lui a offert un sac confectionné par la Régie Fibr'Ethik.

La Régie Fibr'Ethik a développé un atelier de couture.



La menuiserie fait partie des voies d'insertion intégrées par la Régie Fibr'Ethik.





## Colloque européen à Chambéry sur l'inclusion sociale

La Régie de Quartier Régie Plus, l'École de la 2<sup>e</sup> Chance de la Savoie (E2C) et le bailleur Cristal Habitat ont organisé, le 25 octobre 2018 à Chambéry, un colloque européen sur l'habitat et l'insertion qui a réuni 250 personnes. Les représentants de ces différents réseaux provenant de France, Espagne, Portugal, Pays-Bas, Allemagne, Belgique et Suède, ainsi que des acteurs de l'insertion et de l'habitat œuvrent tous au mieux se loger et mieux habiter ensemble les espaces urbains communs.



Christophe Lemaître et les élèves de l'E2C de Chambéry.

La journée a permis de montrer les corrélations essentielles entre leurs actions : être bien logé pour se former ou travailler; travailler pour mieux se loger; habiter en paix dans son quartier pour mieux travailler ou se former... Le Comité National de Liaison des Régies de Quartier (CNLRQ) et l'Association européenne des Régies de Quartier (AERDQ) étaient présents pour cette journée, avec des interventions de Clotilde Bréaud, présidente du CNLRQ, Liliane Thimonier, présidente de l'AERDQ, et Tarek Daher, délégué général du CNLRQ. Jean-Marie Marx, Haut-Commissaire aux Compétences et à l'Inclusion par l'Emploi, a introduit la journée. Il a salué l'initiative et l'objectif de penser les politiques publiques de façon articulée entre habitat et inclusion. Il a rappelé toute l'importance de la coordination des acteurs de

terrain et l'enjeu pour les pouvoirs publics du décloisonnement des financements, avant de présenter les engagements de l'État en matière de formation à travers le Plan Investissement Compétences « PIC », qui vise à former 2 millions de jeunes et demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés, et la transformation du système de la formation professionnelle. Les participants ont pu ensuite échanger leurs pratiques et débattre en sous-groupes dans quatre ateliers. La journée s'est conclue par un spectacle préparé par les élèves de l'E2C de Savoie dans lequel ils ont représenté leur vision du monde du travail. Une journée à saluer parce que riche en échanges et brillamment organisée par les acteurs locaux de Chambéry.

### VIE DU RÉSEAU

#### Les nouveaux venus du 144, boulevard de la Villette

Pour le pôle Développement et appui, **Johanna Riedesser**, diplômée de Sociologie et de Gestion des organisations à but non lucratif, a accompagné pendant cinq ans des associations et des collectivités dans la définition et la mise en œuvre de leurs stratégies de développement. Elle rejoint le Pôle Développement & Appui du CNLRQ pour appuyer les Régies de Quartier et les Régies de Territoire dans leurs enjeux économiques notamment. **Antoine Simon**, quant à lui, après des études en Histoire de l'art, puis des années d'encadrement d'équipes de terrain, a rejoint le siège de l'association de lutte contre le VIH et les hépatites dans laquelle il militait, à la tête du service formation. Il rejoint le CNLRQ, au pôle Formation, en tant que chef de projets Formation. **Christopher Chambroy**, avec une expérience de cinq ans dans le domaine de l'ESS, **Chrystèle Génin**, avec une participation aux actions de deux associations, Afrane et Novastan, portant des projets éducatifs en Afghanistan et de diffusion de l'information sur l'Asie centrale, et **Laurie Moule**, diplômée en Sciences Sociales, qui a exercé dans plusieurs structures d'insertion et d'éducation populaire, ont tous rejoint l'organisme de formation Passag/e/s pour y exercer respectivement les fonctions d'assistant de formation, conseillère formation et formatrice, référente du CQP.



### Développement

#### RÉGIES LABELLISÉES

- ◆ LA ROCHE-SUR-YON (85)
- ◆ MÉRIS (60)

### SERQ



Depuis le dernier Info-Réseau...  
**... la boîte à outils du SERQ s'est enrichie :**

- d'une note sur le Comité social économique (CSE),
- d'une note sur la négociation collective sans délégué syndical,
- d'un modèle de règlement intérieur du CSE.

À noter, que le SERQ a déménagé, comme le CNLRQ, au 144, boulevard de la Villette, 75019 Paris  
 Pour plus d'informations : [www.serq.fr](http://www.serq.fr)



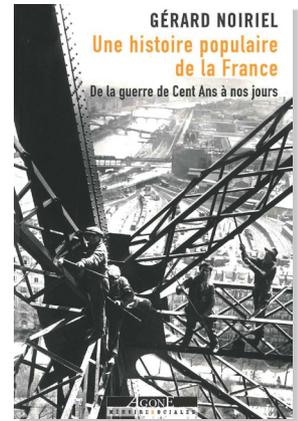
## Les rendez-vous des Régies

- ◆ **LE CNLRQ A DÉMÉNAGÉ :**  
144, boulevard de la Villette  
75019 Paris
- ◆ **FORMATIONS CNLRQ À PARIS (75)**
  - **Accueillir un nouveau salarié, accompagnement au tutorat**  
- les 24 et 25 janvier 2019
  - **BP analytique**  
- les 30 et 31 janvier 2019
  - **Gestes et postures**  
- le 4 février 2019
  - **Formation administrateurs-rices M2**  
- les 15, 16 et 17 février 2019
  - **Formation directeurs-trices**  
- le 12 mars 2019
- ◆ **FORMATIONS DU PROJET DE BRANCHE DU CNLRQ À PARIS (75)**
  - **Savoir se positionner professionnellement - Les attitudes de service**  
- le 6 février 2019
  - **Positionnement chef d'équipe : encadrer et animer une équipe**  
- les 11 et 12 février 2019
  - **Prévenir et gérer les situations d'agressivité** - en Région  
- les 18 et 19 mars 2019
  - **Coordonner un chantier**  
- les 25 et 26 mars 2019
  - **Développer un réseau d'entreprises**  
- les 27 et 28 mars 2019
- ◆ **FORMATIONS DU PROJET DE BRANCHE DU CNLRQ EN RÉGION**
  - **Prévenir et gérer les situations d'agressivité**  
- les 18 et 19 mars 2019
- ◆ **BUREAUX DU CNLRQ À PARIS (75)**
  - les 24 et 25 janvier 2019
  - le 6 mars 2019
  - le 17 avril 2019
  - le 28 mai 2019
- ◆ **CONSEILS D'ADMINISTRATION DU CNLRQ**
  - les 8 et 9 février 2019 à Grande-Synthe (59)
  - les 10 et 11 mai 2019 à Paris (75019)

### ◆ Une histoire populaire de la France, De la guerre de Cent Ans à nos jours de Gérard Noiriel, Éditions Agone, 2018

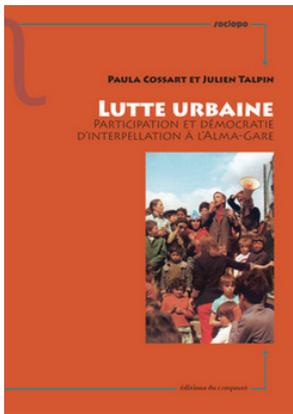
La France, c'est ici l'ensemble des territoires (colonies comprises) qui ont été placés, à un moment ou un autre, sous la coupe de l'État français. Dans cette somme, l'auteur a voulu éclairer la place et le rôle du peuple dans tous les grands événements et les grandes luttes qui ont scandé son histoire depuis la fin du Moyen Âge : les guerres, l'affirmation de l'État, les révoltes et les révolutions, les mutations économiques et les crises, l'esclavage et la colonisation, les migrations, les questions sociale et nationale.

• Le CNLRQ a édité deux expositions conçues sous la direction scientifique de Gérard Noiriel : « L'Histoire de l'immigration en France » et « L'Histoire du peuplement des quartiers populaires ». Pour plus d'information voir [le site du CNLRQ](#).



### Deux films visibles sur internet et un livre concernant le quartier de l'Alma-Gare à Roubaix.

Ces films sont le témoignage de la lutte des habitants contre la démolition de leur quartier et des propositions qu'ils ont faites pour qu'on ne les en chasse pas. Afin de faire vivre leur quartier, ils portent également un projet d'autogestion. Histoire de cette expérimentation, alternative à la marginalisation, qui porte les prémices du projet politique des Régies de Quartier.



### ◆ « Quand les habitants prennent l'initiative »

1981 - Réalisation : société coopérative de production Sujet l'Alma-Gare à Roubaix : l'expérience de participation des habitants à la rénovation de leur quartier – Bilan provisoire d'une concertation

L'expérience de participation des habitants à la rénovation de leur quartier, l'Alma-Gare à Roubaix. Dans les courées de l'Alma-Gare, les habitants luttent depuis plus de 15 ans pour prendre une part directe au projet de rénovation de leur quartier. Sur place est créé un atelier public d'urbanisme (APU) en 1974. En 1976, aidés par des techniciens, les habitants proposent un schéma d'urbanisme qui sera présenté à la mairie. Ce schéma s'entend au social et à l'économique. L'Alma-Gare se présente ainsi comme un laboratoire original d'expérimentation sociale. <https://dai.ly/x1bor9u>

### ◆ « Mon quartier, c'est ma vie »

L'Alma-Gare à Roubaix : quand les habitants prennent l'initiative 1979 – Réalisateurs : Société Coopérative Ouvrière de Production – participation des habitants à la réhabilitation et la rénovation de leur quartier. <https://dai.ly/xoccuo>

Le livre en est l'analyse.

### ◆ « Lutte urbaine : Participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare »

de Julien Talpin et Paula Cossart, Éditions du croquant, Octobre 2015

#### INFO-RÉSEAU

**Directrice de la publication**  
Clotilde Bréaud

**Comité de rédaction et rédaction**  
Clotilde Bréaud, Marie-France Chamekh, Tarek Daher, Julien Daniel, Carole Ferrini, Céline Goyet, Marie Inapoguï, Amara Nait-Amer, Nicole Picquart, Émilie Scoccimarro

**Journaliste :** Dante Sanjurjo

**Secrétariat de rédaction et rédaction**  
Sandrine Cardon

**Illustrations**  
Albert

**Maquette**  
Laurence Rimbert

**Imprimeur**  
LFT, Gennevilliers

**Numéro de dépôt légal**  
91/0322

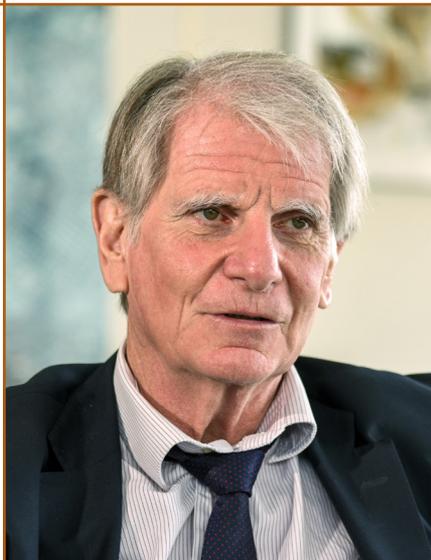
**Abonnement**  
12,20 euros  
(3 numéros)

**Comité National de Liaison des Régies de Quartier**  
144, boulevard de la Villette  
75019 Paris  
accueil@cnlrq.org  
www.regiedequartier.org

**Cette publication a bénéficié du soutien**

- du FSE, Fonds social européen,
- de la DGEFP, Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle,
- de la DGCS, Direction générale de la Cohésion Sociale.





## Entretien avec Patrick Braouezec,

président de Plaine Commune  
et vice-président du Conseil national des Villes



# « Valoriser les expériences locales »

**QUEL EST LE RÔLE DU CONSEIL NATIONAL DES VILLES (CNV), ET SON IMPORTANCE, POUR LES ACTEURS DE TERRAIN ?**

**Patrick Braouezec :** Le CNV est présidé par le Premier ministre et a pour mission de mettre en œuvre la feuille de route présidentielle en matière de Politique de la Ville, d'en assurer le suivi, mais aussi de l'infléchir.

Il émet des avis, des contributions, qui n'engagent que lui, sur des sujets divers dont il est saisi par le Premier ministre ou dont il se saisit lui-même. Il est autonome de ce point de vue.

Plus concrètement, c'est un espace de discussion et de réflexion dont la richesse principale, et par là-même sa légitimité, tient à la diversité et à la richesse de sa composition « multi/pluri-acteurs » : élu.es, acteurs et actrices économiques et associatifs, personnalités qualifiées et, depuis 2015, des habitant.es, qui apportent leur expertise associative et citoyenne.

La bienveillance prévaut dans les échanges et chacun écoute l'autre. Un secrétariat organise, anime les débats,

mobilise des expert.es si nécessaire, et coordonne la rédaction des avis.

**LA POLITIQUE DE LA VILLE TERRITORIALE RELÈVE MAINTENANT DE LA COMPÉTENCE DE L'INTERCOMMUNALITÉ. AVEC CE CHANGEMENT D'ÉCHELLE, COMMENT PEUT-ELLE ÊTRE DÉFINIE AFIN DE PRENDRE EN COMPTE LES PARTICULARITÉS LOCALES ?**

**P. B. :** La réponse repose sur la gouvernance, elle n'est pas technique. C'est un mode de travail partenarial, coopératif, qu'il faut favoriser, tout en développant la place des habitant.es : si on implique les habitant.es et leur représentant.es, si on co-construit – vraiment – avec eux, la Politique de la Ville pourra prendre en compte correctement les particularités locales, mieux apprécier la multiplicité des situations et bien adapter l'intervention en fonction de besoins locaux spécifiques..

**DANS UNE GRANDE AGGLOMÉRATION, COMME CELLE DE PLAINE COMMUNE QUE VOUS PRÉSIDEZ, ET AU REGARD DE LA NÉCESSAIRE AUTONOMIE DE CHACUNE DES RÉGIES QUI Y SÉRAIENT IMPLANTÉES, COMMENT PRÉSERVER LE LIEN DE**

**PROXIMITÉ ENTRE ÉLUS ET ACTEURS DE TERRAIN ?**

**P. B. :** Plaine Commune est avant tout un projet politique, construit autour de l'idée d'une coopérative de villes : une démarche de coopération et de solidarité entre les villes avec pour but de promouvoir ensemble des initiatives et des projets favorisant le développement du territoire autour d'objectifs communs.

En valorisant les expériences et les atouts locaux, comme ceux que représentent les quatre Régies de Quartier de notre territoire, Plaine Commune s'appuie sur la complémentarité entre les villes, et sur la dynamique du territoire, tout en garantissant et en respectant le pouvoir de décision de chaque commune.

C'est pourquoi, y compris sur des projets qui relèvent de la compétence de Plaine Commune – c'est le cas de la Politique de la Ville et de la rénovation urbaine, par exemple – les élu.es communaux sont étroitement associé.es au pilotage des projets qui se mettent en œuvre dans leur ville. ■